

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**MARCHÉ DE FOURNITURE  
PASSÉ EN PROCÉDURE ADAPTÉE OUVERTE**

**Accord cadre pour l'achat de robots collaboratifs**

**N°2025015MAFO059**



## Table des matières

Article 1 - Objet du contrat .....	4
1.1 - Contexte / Allotissement .....	4
1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique .....	4
1.2.1 - Définition du besoin à couvrir.....	4
Caractéristiques techniques attendues : .....	4
Quantité estimative : 3 robots.....	4
1.2.2 – Désignation du code CPV .....	8
1.3 - Prestations annexes.....	8
1.3.1 - Garantie des prestations.....	8
1.3.2 - Maintenance des prestations .....	8
1.4 - Variante.....	8
Article 2 - Localisation et temporalité.....	8
2.1 - Lieux d'exécution .....	8
2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction .....	8
2.2.1 - Date de démarrage .....	8
2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation .....	9
2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents .....	9
Article 3 - Dispositions générales du contrat .....	9
3.1 - Type d'accord-cadre .....	9
3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires.....	9
3.2.1 - Marché complémentaire .....	9
3.2.2 - Prestations similaires .....	9
3.3 - Exclusions.....	9
3.4 - Pièces contractuelles .....	9
Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité.....	10
Article 5 - Prix.....	10
5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué .....	10
5.2- Modalités d'actualisation des prix.....	10
5.3- Modalités de révision des prix.....	10
Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde ».....	10
Article 7- Avance .....	10
Article 8- Modalités de règlement des comptes.....	10
8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs.....	10
8.2 - Présentation des demandes de paiement.....	11
8.3 - Délai global de paiement .....	11
8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants .....	12
Article 9 - Clause environnementale.....	12
Article 10 - Pénalités .....	12
10.1 - Pénalités de retard.....	12

10.2 - Pénalité pour travail dissimulé .....	12
10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles.....	13
Article 11 - Clause de réexamen .....	13
Article 12 - Circulation des pièces administratives .....	13
Article 13 – Constatations de l’exécution des prestations.....	13
Article 14 - Assurances.....	13
Article 15 - Résiliation du contrat .....	13
15.1 - Conditions de résiliation .....	13
15.2 - Arrêt des prestations .....	14
Article 16 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	14
Article 17 - Règlement des litiges et langues .....	14
Article 18 - Dérogations .....	14

## **Article 1 - Objet du contrat**

### **1.1 - Contexte / Allotissement**

Le département GMP de l'IUT Grand Ouest Normandie, site d'Alençon, souhaite lancer une procédure d'achat pour l'acquisition de robots collaboratifs (cobots) destinés à la formation.

Le présent accord-cadre n'est pas alloti

Le pouvoir adjudicateur a décidé de ne pas alloter cette consultation pour les motifs suivants : au vu des caractéristiques du présent marché, la décomposition en lot entraînerait une complexité de gestion accrue et des offres financières moins pertinentes.

### **1.2 - Définition du besoin à couvrir et description technique**

#### **1.2.1 - Définition du besoin à couvrir**

Caractéristiques techniques attendues :

Quantité estimative : 3 robots

- Robots collaboratifs adaptés à un environnement pédagogique, robustes, sûrs et silencieux, permettant une prise en main rapide pour les étudiants.
- Charge utile : 3 à 5 kg selon les modèles ; portée de 500 à 800 mm.
- Interface graphique intuitive sur écran tactile, mode de guidage manuel, simulateur hors-ligne pour la formation.
- Respect des normes de sécurité ISO (13849-1 PLd, 10218-1) et faible niveau sonore (< 75 dB).
- Fourniture de pinces asservies, de licences logicielles de simulation, et d'un kit pédagogique complet.

## **2 types de cobot sont concernés par cet appel d'offres**

### **a) Le cobot compact**

Quantité estimative : 2

Ses spécifications techniques sont les suivantes :

- Degrés de liberté : Chaque cobot devra disposer de 6 articulations pivotantes pour une flexibilité de mouvement optimale.
- Possibilité de porter des charges :
  - Charge utile de 3 kg minimum pour un cobot
- Possibilité d'atteindre une distance suffisante :
  - Portée de 500 mm minimum pour au moins 1 cobot
- Répétabilité de position : Une haute précision est requise, avec une répétabilité de position selon ISO 9283 de  $\pm 0,03$  mm.
- Vitesse nominale du TCP (Tool Center Point) : Minimum 1 m/s (39,4 in/s).
- Vitesse maximale des axes :  $\pm 180^\circ/s$  pour la base, l'épaule et le coude ;  $\pm 360^\circ/s$  pour les poignets (Poignet 1, Poignet 2, Poignet 3).
- Rayon de travail des axes : Les axes de la base, de l'épaule, du coude, du poignet 1 et du poignet 2 doivent avoir un rayon de travail (rotation) de  $\pm 360^\circ$ , et le poignet 3, une rotation infinie.

- Montage du robot : Possibilité de montage dans toute orientation.
- Matériaux de fabrication : Aluminium, Plastique, Acier.
- Au moins 1 Cobot de faible poids et encombrement pour pouvoir le transporter par une personne dans un coffre de voiture (petite berline) dans le cadre de démonstration dans des salons par exemple.
  - Poids du robot (avec câble) : Maximum 15 kg
- Pouvoir être intégrable à l'environnement existant (salle de TP et atelier) : passage de porte possible et encombrement max (2m3) afin de pouvoir s'intégrer aux éléments existants.

## b) Le cobot robuste

Quantité estimative : 1

Ses spécifications techniques sont les suivantes :

- Degrés de liberté : Chaque cobot devra disposer de 6 articulations pivotantes pour une flexibilité de mouvement optimale.
- Possibilité de porter des charges :
  - Charge utile de 5 kg minimum
- Possibilité d'atteindre une distance suffisante :
  - Portée de 800 mm minimum
- Répétabilité de position : Une haute précision est requise, avec une répétabilité de position selon ISO 9283 de  $\pm 0,03$  mm.
- Vitesse nominale du TCP (Tool Center Point) : Minimum 1 m/s (39,4 in/s).
- Vitesse maximale des axes :  $\pm 180^\circ/\text{s}$  pour la base, l'épaule et le coude ;  $\pm 360^\circ/\text{s}$  pour les poignets (Poignet 1, Poignet 2, Poignet 3).
- Rayon de travail des axes : Les axes de la base, de l'épaule, du coude, du poignet 1 et du poignet 2 doivent avoir un rayon de travail (rotation) de  $\pm 360^\circ$ , et le poignet 3, une rotation infinie.
- Montage du robot : Possibilité de montage dans toute orientation.
- Matériaux de fabrication : Aluminium, Plastique, Acier.
- Au moins 1 Cobot de faible poids et encombrement pour pouvoir le transporter par une personne dans un coffre de voiture (petite berline) dans le cadre de démonstration dans des salons par exemple.
  - Poids du robot (avec câble) : Maximum 25 kg
- Pouvoir être intégrable à l'environnement existant (salle de TP et atelier) : passage de porte possible et encombrement max (2m3) afin de pouvoir s'intégrer aux éléments existants.

**Les spécificités suivantes sont les mêmes pour les deux types de cobot (compact et robuste)**

### 1) Interface et Programmation

- Interface utilisateur : Le système de programmation doit être intuitif, basé sur une interface graphique sur écran tactile ( $\geq 10''$ ), facilitant une prise en main rapide par les étudiants.

- L'interface de commande (pendentif d'apprentissage tactile) doit pouvoir être fixé, maintenu sur un support lorsque le cobot est à l'arrêt.
- Langue de l'interface : En Français obligatoirement
- Mode d'apprentissage : Une fonction permettant de guider manuellement le robot pour apprendre des trajectoires est essentielle pour l'apprentissage intuitif.
- Logiciel : Le logiciel doit permettre aux opérateurs d'ajouter, d'organiser et de modifier les tâches à l'aide d'une programmation graphique intuitive, ne nécessitant aucune connaissance en codage au départ.
- L'ensemble des Cobots utilisant la même interface de programmation (même logiciel) pour garantir l'uniformité de l'enseignement et de la formation
- Possibilité de régler la vitesse de déplacement, des mouvements du cobot
- Accès avancé : Des licences pour des usages de simulation sur ordinateur, simulations avancées (Automate Programmable Industriel, IA, simulateur, etc.) sont requises.
- Simulateur hors ligne : Un simulateur permettant aux élèves d'effectuer la programmation hors ligne est indispensable, compatible avec des machines virtuelles (VMware Player ou VirtualBox) pour une utilisation simultanée par tous les étudiants.
- Intégration logicielle : La plateforme doit permettre la connexion et la gestion de nombreux composants d'automatisation et supporter les protocoles de communication industriels standards (Modbus TCP, PROFINET, EtherNet/IP).
- Durée de vie du logiciel : Le logiciel, la plateforme, la maintenance et les mises à jour doivent être sous licence à vie ou le coût d'une licence sur au moins 5 ans compris dans l'offre.

## 2) Sécurité

- Les cobots doivent être intrinsèquement sûrs, conçus pour travailler aux côtés des humains après une évaluation des risques.
- Fonctions de sécurité : Au moins 15 fonctions de sécurité paramétrables doivent être incluses.
- Arrêt d'urgence : à minima un arrêt d'urgence présent sur le boîtier de commande
- Certifications : Conformes aux normes EN ISO 13849-1, PLd Catégorie 3, et EN ISO 10218-1.

## 3) Environnement d'Utilisation

- Niveau sonore : Un faible niveau sonore est impératif, inférieur à 75 dB(A), pour une intégration harmonieuse dans un environnement de salle de travaux pratiques.
- Classification IP : IP54 pour le bras robotisé et IP44 pour le boîtier de commande.
- Classe Salle blanche ISO 14644-1 : Classe 5 pour le robot et Classe 6 pour le boîtier de commande.
- Plage de températures de fonctionnement : 0-50°C pour le robot et le boîtier de commande.
- Humidité : 90 % HR (sans condensation) pour le boîtier de commande et le pendentif d'apprentissage.

## 4) Connectivité et Alimentation

- Ports E/S du bras robotisé : à minima 2 entrées numériques, 2 sorties numériques, 2 entrées analogiques.
- Tension d'alimentation E/S outil : 12/24 V.
- Ports E/S du boîtier de commande : à minima 16 entrées numériques, 16 sorties numériques, 2 entrées analogiques, 2 sorties analogiques, 4 entrées numériques en quadrature.

- Alimentation E/S du boîtier : 24V.
- Communication : Doit supporter Modbus TCP, PROFINET, Ethernet/IP, USB 2.0, USB 3.0.
- Source d'alimentation : 220/230V AC, 50 Hz (compatible réseau électrique standard Français)

## 5) Accessoires et Écosystème

- La solution proposée doit s'inscrire dans un écosystème complet et riche en accessoires compatibles (>200 produits disponibles) pour une flexibilité maximale des applications futurs.
- Pincers/Effecteurs :
  - Au moins une pince programmable doit être incluse par robot :
    - Pince montable facilement (sans outil) sur une interface en lien avec le cobot
    - Saisie par l'intérieur ou l'extérieur d'objet
    - Charge utile : à minima 2 Kg
    - Course réglable : de 0 à 100mm minimum
    - IP 54 minimum
    - Système de vision et préhension par le vide. A minima indication des accessoires compatibles
- Supports :
  - Support mobile par cobot déplaçable par une personne. Support peu encombrant (emprise au sol max 800mm x 600mm).
  - Longueur câbles et connectiques :
    - Entre le contrôleur et le boîtier de commande (interface tactile) : supérieur à 3 m
    - Entre le contrôleur et le cobot : supérieur à 5 m
- Protections : Coque de protection et protection d'écran pour le pendentif d'apprentissage tactile.

## 6) Logiciels et Support Pédagogique

- Logiciel de simulation : Accès à des licences de logiciel de simulation pour l'enseignement.
- Kit pédagogique : Le fournisseur devra inclure un kit pédagogique complet comprenant :
  - Supports de cours et bibliothèque de TP pour les professeurs et les élèves.
  - Énoncés pour les étudiants et corrigés pour l'enseignant.
  - Programmes de démonstration liés aux exercices.
  - Modèles types d'examens avec corrigés.
  - Plans 3D pour la réalisation d'outils supplémentaires pédagogiques.
- Possibilité de visualiser la consommation énergétique du cobot

## 7) Exigences Commerciales et Administratives

- a) Délais de Livraison : Les délais de livraison doivent être courts, idéalement entre 2 et 8 semaines suivant les produits et hors congés à partir de la réception du bon de commande.
- b) Formation et Support
  - Formation des formateurs : Une formation (sur site à la charge du fournisseur) complète pour les enseignants (à minima 3) acquéreurs du kit doit être incluse, d'une durée d'au moins deux jours, idéalement en présentiel, en français, avec un formateur expert, après réception du matériel.

- Ressources de formation : Accès gratuit à une plateforme de formation en ligne, avec modules de base, avancés et dédiés à des applications spécifiques (palettisation, vissage, chargement de machine CNC) à disposition des étudiants et enseignants.
- Garantie et SAV : Une garantie minimale de 3 ans est souhaitée. A minima 12 mois avec extension de garantie doit être proposé. Le Service Après-Vente (SAV) doit être assuré par le fournisseur, francophone et réactif. Des options de service d'assistance pour maximiser le temps de fonctionnement des cobots seraient un plus.

Le fournisseur devra justifier de la bonne correspondance de son offre en regard du cahier des charges.

## **1.2.2 – Désignation du code CPV**

42997300-4 Robots industriels

31640000-4 Machines et appareils à usage spécifique

39162200-7 Matériels et appareils de formation

## **1.3 - Prestations annexes**

### **1.3.1 - Garantie des prestations**

Les prestations livrées font l'objet d'une garantie minimale d'un an, selon l'article 33 du CCAG-FCS. Le point de départ de ce délai de garantie est la date de notification de la décision d'admission.

### **1.3.2 - Maintenance des prestations**

La maintenance des prestations livrées, comprend les interventions demandées par le pouvoir adjudicateur en cas de fonctionnement défectueux de l'un des éléments faisant l'objet du marché, ainsi que l'entretien préventif, conformément à l'article 32 du CCAG-FCS.

## **1.4 - Variante**

Sans objet

## **Article 2 - Localisation et temporalité**

### **2.1 - Lieux d'exécution**

Université de Caen Normandie

IUT Grand Ouest Normandie,

Pôle d'Alençon – Campus de Damigny –

61250 DAMIGNY

### **2.2 - Date et délai d'exécution et reconduction**

#### **2.2.1 - Date de démarrage**

L'accord-cadre débute à sa notification.



## **2.2.2 - Délai d'exécution et prolongation**

L'accord-cadre est notifié pour une période initiale d'un an.

L'accord-cadre peut être reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à 3. La durée de chaque période de reconduction est de 1 an. La durée maximale du contrat, toutes périodes confondues est 4 ans.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut pas refuser la reconduction.

Toutefois, il peut prendre fin avant ce délai dès que son montant maximum est atteint.

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions de l'article 13 du CCAG-FCS.

## **2.2.3 – Délais des bons de commande / marchés subséquents**

Des bons de commandes/marchés subséquents pourront être émis jusqu'au dernier jour de l'accord-cadre. Leurs effets perdureront jusqu'à livraison des fournitures et/ou réalisation des prestations commandées. Cette durée ne peut dépasser 1 an.

## **Article 3 - Dispositions générales du contrat**

### **3.1 - Type d'accord-cadre**

Cet accord-cadre mono-attributaire conclu sans minimum et avec un maximum de 142 000 euros HT est passé en application de l'article R2162-4 du code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande sur BPU ou devis au fur et à mesure des besoins.

### **3.2 - Marché complémentaire / Prestations similaires**

#### **3.2.1 - Marché complémentaire**

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application de l'article R2122-4 du Code de la Commande Publique, un ou plusieurs nouveaux accords-cadres ayant pour objet des livraisons complémentaires.

Chaque nouvel accord-cadre doit être conclu dans les trois ans à compter de la notification du présent marché.

#### **3.2.2 - Prestations similaires**

Sans objet

### **3.3 - Exclusions**

Sans objet

### **3.4 - Pièces contractuelles**

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-FCS, les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son BPU
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP)
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales – FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>)

- L'offre technique et financière du candidat
- Les pièces modificatives ultérieures (Avenants, acte de sous-traitance, DC4)

#### **Article 4 - Confidentialité et mesure de sécurité**

Le présent marché comporte une obligation de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG. Les prestations sont soumises à des mesures de sécurité conformément à l'article 5.3 du CCAG.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

#### **Article 5 - Prix**

##### **5.1 - Caractéristiques des prix pratiqué**

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, y compris les frais de port, d'installation ou de formation.

Les prix sont unitaires selon le BPU et ou sur devis

##### **5.2- Modalités d'actualisation des prix**

Les prix sont fermes, et non actualisables.

##### **5.3- Modalités de révision des prix**

Les prix sont révisables.

Le titulaire peut demander une révision annuelle de son BPU 2 mois avant la date anniversaire du début de contrat, sous réserve d'acceptation du pouvoir adjudicateur.

#### **Article 6- La clause limite dite de « sauvegarde »**

**La clause limitative dite "de sauvegarde" s'applique** : le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application de la nouvelle référence lorsque l'augmentation de cette référence est supérieure à 2% l'an.

#### **Article 7- Avance**

Conformément à l'option B de l'article 11.1 du CCAG-FCS, une avance de 5 % est accordée au titulaire lorsque le montant du bon de commande est supérieur à 50 000 € HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois, dans les conditions des articles R-2191-3 et suivants du code de la commande publique.

**Nota** : *Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.*

#### **Article 8- Modalités de règlement des comptes**

##### **8.1- Acomptes et paiements partiels définitifs**

Les modalités de règlement des comptes sont définies dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG FCS : lorsque le marché fixe uniquement la périodicité des acomptes, le montant de chacun d'eux est déterminé par l'acheteur, sur la base du descriptif des prestations effectuées et de leur montant produit par le titulaire. Chaque acompte fait l'objet d'une demande de paiement.

La facturation intervient en une fois après le service réalisé (livraison effectuée et/ou prestations réalisées).

## **8.2 - Présentation des demandes de paiement**

Les demandes de paiement comportent les indications suivantes :

- le nom ou la raison sociale du créancier ;
- le cas échéant, la référence d'inscription au répertoire du commerce ou des métiers ;
- le cas échéant, le numéro de SIREN ou de SIRET ;
- le numéro du compte bancaire ou postal ;
- le numéro du marché et du lot si alloti ;
- le numéro du bon de commande ;
- la date d'exécution des prestations ;
- la nature des prestations exécutées ;
- Le montant des prestations exécutées, hors TVA ;
- Les montants et taux de TVA légalement applicables ;
- la désignation de l'organisme débiteur ;
- Tout rabais, remises, ristournes ou escomptes acquis et chiffrables lors du marché et directement liés au marché ;
- la date de facturation.

Les demandes de paiement devront parvenir dans les conditions suivantes :

### **Transmission des factures via le portail Chorus pro :**

<https://chorus-pro.gouv.fr/>

SIRET UNIQUE : 191 414 085 00016

CODE SERVICE UNIQUE : SFACT

Numéro d'engagement obligatoire : Format du numéro 45xxxxxxxx

### **NB :**

*En cas de non-conformité de la facture aux éléments susmentionnés, le titulaire en sera informé et sa facture sera rejetée sur le portail CHORUS PRO.*

*Cette information vaudra suspension du délai global de paiement jusqu'à réception d'une facture conforme.*

*La réalisation de CHORUS PORTAIL PRO est confiée à l'Agence pour l'Information Financière de l'Etat (AIFE). Les fournisseurs peuvent obtenir toute information utile auprès de l'AIFE :*

- Site AIFE : <https://aife.economie.gouv.fr/nos-applications/chorus-pro/>
- Courriel AIFE : [ccp2017.aife@finances.gouv.fr](mailto:ccp2017.aife@finances.gouv.fr)

## **8.3 - Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement ou de la date d'exécution des prestations si elle est postérieure.

Le dépassement du délai de paiement ouvre de plein droit et sans aucune formalité pour le titulaire du marché le bénéfice d'intérêts moratoires conformément aux articles R2192-31 et suivants du code de la commande publique.

#### **8.4 - Paiement des cotraitants et sous-traitants**

##### En cas de cotraitance :

Le mandataire dépose les factures des cotraitants via le portail Chorus Pro. A défaut, le mandataire devra valider les factures déposées pour les cotraitants via ce portail.

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;

En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Par dérogation à l'article 12.1.3 du CCAG Fournitures Courantes et Services, chaque cotraitant est habilité à transmettre ses demandes de paiement visées par le mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du C.C.A.G.-F.C.S.

##### En cas de sous-traitance :

Le paiement des sous-traitants s'effectue conformément aux articles R2193-10 à 16 du code de la commande publique via le portail Chorus pro.

#### **Article 9 - Clause environnementale**

Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transports des produits transportés, conformément à l'article 21.1 du CCAG FCS disposant que Le titulaire veille à limiter l'impact environnemental des livraisons et du transport des produits proposés. La planification du transport de ces marchandises doit permettre, lorsque cela est compatible avec les besoins de l'acheteur, d'éviter la circulation pendant les heures de pointe. Le titulaire privilégie le transport groupé des marchandises objets du marché afin de réduire les déplacements des véhicules de livraison. Il favorise les modes de transports les plus respectueux de l'environnement, notamment les véhicules à faibles émissions, les modes de transports doux ou alternatifs à la route.

#### **Article 10 - Pénalités**

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'appliquer ou non les pénalités ci-dessous.

##### **10.1 - Pénalités de retard**

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-FCS.

Le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000,00 € pour l'ensemble du marché, conformément aux stipulations de l'article 14 du CCAG-FCS

##### **10.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité de 150,00 €

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **10.3 - Pénalité pour manquement aux obligations contractuelles**

Les manquements du titulaire à ses obligations contractuelles peuvent donner lieu à pénalités. Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités.

### **Article 11 - Clause de réexamen**

Les parties pourront, notamment par voie d'avenant, modifier le marché dans les conditions de l'article R2194-1 du code de la commande publique. Elles pourront plus particulièrement se rencontrer, à la demande expresse de l'une d'entre elles, afin d'examiner la possibilité de faire évoluer certaines dispositions du marché, dont celles relatives aux conditions d'exécution de la prestation, d'ajout ou de retrait de prestation, ou à leur durée et ce quel qu'en soit le montant (y compris, s'agissant des accords-cadres, le montant maximum).

Ces évolutions, ne devront pas conduire à modifier substantiellement les conditions économiques du marché.

### **Article 12 - Circulation des pièces administratives**

Concernant la circulation des pièces administratives :

- 1- Toute modification visant à l'élaboration d'un avenant est adressée à l'acheteur qui les validera et les transmettra à la Direction de la Commande Publique de l'Université de Caen Normandie.
- 2- Le titulaire du marché doit signaler à la Direction de la Commande Publique tout changement d'adresse, de Siret ou de RIB en cours de marché.
- 3- Tous les documents techniques demandés en cours de marché (notices, modes d'emploi, échantillons, etc.) seront adressés à l'acheteur.
- 4- En cas de cession de créance, celles-ci doivent être adressées à l'agent comptable de l'Université après obtention de l'exemplaire unique auprès de la Direction de la Commande Publique.
- 5- En cas d'affacturage, les pièces administratives doivent être transmises à l'agence comptable.

### **Article 13 – Constatations de l'exécution des prestations**

#### **13.1 - Vérifications**

Les vérifications quantitatives et qualitatives simples seront effectuées au moment même de la livraison de la fourniture ou de l'exécution de service (examen sommaire) conformément aux articles 27 et 28.1 du CCAG-FCS.

#### **13.2 - Décision après vérification**

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux article 30 du CCAG-FCS.

### **Article 14 - Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

### **Article 15 - Résiliation du contrat**

#### **15.1 - Conditions de résiliation**

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 38 et suivants du CCAG-FCS.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

## **15.2 - Arrêt des prestations**

Sans objet

### **Article 16 - Redressement ou liquidation judiciaire**

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

### **Article 17 - Règlement des litiges et langues**

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Caen est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

### **Article 18 - Dérogations**

L'article 3.4 du présent CCP déroge à l'article 4 du CCAG.FCS

L'article 8.4 du présent CCP déroge à l'article 12.1.3 du CCAG.FCS